



On produit trop et mal. Mais le bon sens paysan revient, et les Français pensent qu'une agriculture de qualité et respectueuse de l'environnement est possible. Un agronome explique...

Ces six derniers mois, 40 000 agriculteurs français ont rempli des demandes d'inscription au RSA, principalement dans le secteur laitier, où les revenus ont baissé de 50 % en deux ans. Plus de 20 % des quelque 600 000 exploitants agricoles encore en activité – ils étaient 1 600 000 en 1970 – peuvent être assimilés à des travailleurs pauvres. Surendettés, lancés dans une course insensée au machinisme et à l'agrandissement, ils sont impuissants à remettre en cause le modèle hyperproductiviste qui leur a été imposé. Notre reportage en Bourgogne (page 24) témoigne de ce désarroi. Pourtant, il y a urgence à repenser l'agriculture française : aperçu dans le splendide documentaire de Dominique Marchais, *Le Temps des grâces*, l'agronome Marc Dufumier, professeur et chercheur à l'AgroParisTech et acteur engagé du Grenelle de l'environnement, trace des voies stimulantes pour sortir de l'impasse. Une autre agriculture est possible !

Les citoyens, qui constituent l'immense majorité de la population française, ont le sentiment d'une agriculture jamais sortie de la crise depuis des décennies...

Les citoyens, qui ont un peu oublié ce qu'était l'agriculture, s'inquiètent surtout de la qualité sanitaire des aliments : dioxine dans le poulet, vache folle dans le steak, pesticides sur les légumes, hormones dans le lait, ça commence à faire beaucoup. Ils s'interrogent sur le bien-fondé d'une politique agricole commune (PAC) qui a abondamment subventionné les agriculteurs sans qu'on soit récompensés par la qualité des produits. Quand ils vont à la campagne, ils voient des paysages défigurés. Ou alors ils apprennent qu'un cheval est mort sur une plage bretonne à cause de la pollution par les nitrates. Comment en est-on arrivés là ? Qu'ont fait nos agriculteurs ? **Accusation justifiée ?**

On accuse les agriculteurs au lieu d'incriminer le système qui les a poussés à spécialiser exagérément leur agriculture et à la standardiser. Les agriculteurs disent : on a fait ce que les clients nous demandaient ; et les clients répondent : ce n'est pas ce qu'on a demandé. Cela vient du fait qu'entre eux, deux



“Les agriculteurs ont perdu leurs repères.”



LE MALAISE PAYSAN ENTRETEN AVEC L'AGRONOME MARC DUFUMIER



40 000 AGRICULTEURS AU RSA AUJOURD'HUI. À QUAND L'ÉCLAIRCIE ?

intermédiaires dominants, l'agro-industrie et la grande distribution, ont imposé des produits standards. Quand vous voulez faire épiler des canards par des robots, il faut que les canards naissent tous identiques, donc clonés, nourris avec la même alimentation, apportés le même jour à l'abattoir qui doit les traiter d'une seule et même façon...

Mais après guerre, lorsque démarre l'industrialisation de l'agriculture en France, la grande distribution n'existe pas... C'est vrai qu'aujourd'hui la grande distribution, Leclerc, Carrefour et Auchan, a pris le dessus sur les grandes entreprises de la transformation, Danone ou Lactalis. Mais dès le départ, ces agro-industriels ont voulu livrer au consommateur un produit au moindre prix et standardiser les processus. Ils ont été bien aidés par les compagnies semencières et la recherche génétique, même publique...

Pourquoi les semences se raréfient ?

Depuis le néolithique jusqu'au XIX^e siècle, les agriculteurs sélectionnaient leurs semences dans leurs champs. Ils choisissaient les plus beaux plants, les plus beaux épis sur les plants, les plus beaux grains sur les épis. Ils étaient maîtres des critères de sélection. Et parmi ces critères, la qualité gustative dominait, elle déterminait le prix. Aujourd'hui, la recherche génétique investit des millions qu'il faut amortir au plus vite. Les nouvelles semences doivent être rentabilisées sur les plus vastes surfaces possibles. On cherche un critère de sélection universel, quels que soient les terroirs. Et ce critère, c'est la photosynthèse, transformation de l'énergie solaire en énergie alimentaire, amidon, sucre. On cherche des plantes capables de bien intercepter la lumière.

La terre n'importe plus ?

Non, c'est un renversement complet : les agriculteurs sélectionnaient des variétés adaptées à leur terroir, les terroirs doivent désormais s'adapter à un faible nombre de variétés. Les agriculteurs n'ont plus à leur disposition que très peu de variétés végétales et un nombre décroissant de races animales. Partout, la même vache, la prim'Holstein, produit un lait abondant qui comporte surtout beaucoup d'eau, et, comme on surproduit ce lait, on le déshydrate pour qu'un jour en Afrique les gens le réhydratent avec de l'eau qui risque de ne pas être potable... Tout ça commence à devenir criminel, mais s'explique

parfaitement : lorsqu'on investit de grosses sommes dans l'agro-industrie ou la recherche génétique, il faut que cela rapporte autant que dans l'immobilier ou dans la banque. Le capital évite d'ailleurs de s'investir dans le processus de production lui-même et laisse ce risque aux agriculteurs, stigmatisés alors qu'ils n'ont fait que répondre au cahier des charges de l'industrie. On comprendra qu'ils vivent très mal, alors que leur revenu s'effondre, d'être toujours sur la sellette...

D'où ce vote paysan aux régionales, l'abstention et l'extrême droite ?

On le constate en Alsace, où les villes sont à gauche, et même en Franche-Comté. Des agriculteurs très attachés à leur terroir ont perdu leurs repères, précisément parce que la grande distribution n'a pas su prendre en compte les agricultures régionales. Les agriculteurs sont atteints dans leur dignité car leurs revenus reposent de plus en plus sur des aides et non sur le prix de leurs produits. Plutôt que de comprendre qu'il leur faudrait se battre pour des produits de qualité régionale, affronter collectivement les compagnies semencières et la grande distribution, ils pensent qu'ils ont perdu le combat et règlent leur compte, par ce vote injuste, avec les catégories de la population qui fréquentent les hard discounts, les pauvres, les migrants...

Cette crise agricole, c'est aussi l'échec de la politique agricole commune ?

Au sortir de la guerre, on demande aux agriculteurs de développer des produits pour lesquels l'Europe était déficitaire : céréales, sucre, lait et viande. Pour cela, on leur garantit des prix « rémunérateurs, incitatifs et stables ». Rémunérateurs, pour qu'ils puissent satisfaire aux besoins de leur famille, mais aussi investir et accroître leurs rendements. Stables, pour que cet investissement se fasse sur le long terme, ce qui les conduit à se spécialiser. Et incitatifs, c'est là qu'est le problème : quand on est incité, par des prix garantis, à faire des céréales, du sucre, du lait et de la viande, il devient dissuasif de faire autre chose, c'est-à-dire des protéines végétales pour l'alimentation animale – le soja, la luzerne... – et pour les humains – pois chiches, haricots, fèves. Les agriculteurs ont abandonné ces productions que nous importons pour les trois quarts.

Avec quelles conséquences ?

Une vraie perturbation des cycles de l'azote, gaz le plus répandu dans l'atmosphère, qui permet la croissance des plantes. Pour le bétail, nous ne cultivons presque plus de luzerne, de trèfle, de lotier, de sainfoin, c'est-à-dire des protéines végétales riches en azote. A la place, nous importons des protéines de soja, donc de l'azote qui vient du Brésil. Et pour nos cultures, quand il s'agit d'apporter de l'azote aux céréales et aux betteraves, on le fait avec des engrais azotés de synthèse, coûteux en énergie fossile importée sous forme de gaz naturel russe et norvégien. Pour compléter le tableau, à cause de ces prix garantis, « rémunérateurs, incitatifs et stables », nous sommes devenus exportateurs de céréales, que nous bradons aux pays du Sud...

Comment en sortir ?

Il faut commencer par recombier agriculture et élevage. C'est difficile parce que les agriculteurs se sont endettés dans la course aux machines, puis dans l'agrandissement des exploitations pour amortir ce matériel. Quelqu'un qui vient d'investir dans une grosse moissonneuse-batteuse ne peut investir dans une salle de traite, et inversement. Cette spécialisation excessive fait qu'en Bretagne, où il y a une surconcentration animale, les animaux mangent un soja azoté



LE MALAISE PAYSAN ENTRETIEN AVEC L'AGRONOME MARC DUFUMIER

importé du Brésil et, comme ces animaux ne reposent plus sur des pailles – les pailles sont dans le Bassin parisien, où on cultive les céréales –, qu'on ne fabrique plus de fumier mais du lisier. L'urine et les excréments percolent jusqu'aux nappes phréatiques, l'azote se transforme en nitrates, on dépasse les normes européennes, les eaux sont imbuables, le littoral est pollué, un cheval meurt sur une plage...

Et dans le Bassin parisien, terre de céréales ?

Plus d'élevage, donc plus de fumier non plus, les céréales manquent d'azote et on a recours aux engrais azotés de synthèse. Il faudrait au moins demander aux grands céréaliers qu'autour d'eux, chaque fois que des terres se libèrent, ils laissent s'installer des éleveurs à qui ils fourniraient des légumineuses – luzerne, trèfle, sainfoin. Du coup, leurs céréales industrielles seraient fertilisées en azote grâce à ces légumineuses, qui ont le grand mérite de fixer l'azote sous forme organique et d'éviter qu'il rejoigne les nappes phréatiques. Mais pour cela, il faudrait que nos céréaliers soient incités à faire ces protéines végétales et dissuadés par des quotas de surproduire des céréales...

Que va-t-il se passer en 2013, lors de la renégociation de la PAC ?

Si la France ne fait pas de propositions novatrices, on court à la catastrophe ! Nos partenaires européens veulent qu'on baisse l'aide aux agriculteurs pour engager des politiques industrielles. A cela s'ajoutent les pressions internationales pour qu'on

libéralise les échanges agricoles. Depuis vingt ans, la PAC, à cause des surproductions, est attaquée dans les enceintes internationales, le Gatt autrefois, l'OMC aujourd'hui : on a perdu une bataille en 1992 parce que le syndicat majoritaire des agriculteurs français, la FNSEA, au lieu d'accepter des quotas sur l'exportation des céréales, a, sous la pression de deux lobbys néfastes, les céréaliers et les sucriers, campé sur ses positions et refusé les quotas. Evidemment, on a perdu, il a fallu cesser les subventions aux exportations, remplacées par des « aides directes » aux agriculteurs. Aujourd'hui, il faut revoir la copie : pour que les contribuables acceptent de continuer à financer nos agriculteurs, ces derniers vont devoir produire un environnement sain et beau et des aliments de bonne qualité.

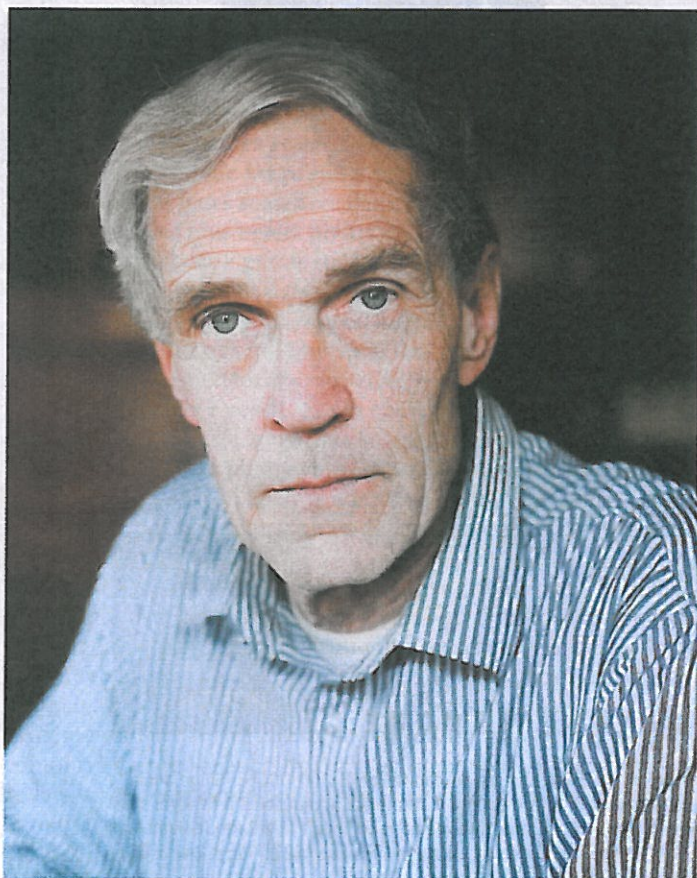
Quels sont les moyens d'y parvenir ?

En généralisant les appellations d'origine protégées, avec une certification, comme pour le bio. Les agriculteurs seraient rémunérés non plus par des aides directes mais par des prix garantis, parce que le consommateur accepterait d'acheter plus cher ces produits. C'est possible puisque, malgré la crise économique, on importe 10 % de produits bio supplémentaires chaque année pour pallier l'insuffisance de la production française. Donc il y a bien un marché croissant pour des produits de qualité.

Mais on verrait une agriculture, et une consommation, à deux vitesses, pour les riches et les pauvres ?

C'est déjà le cas. Rappelons qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, quand des gouvernements courageux ont mis

“Partout, la même vache, la prim'Holstein, produit un lait abondant, et, comme on surproduit, on le déshydrate pour qu'un jour en Afrique on le réhydrate avec une eau qui ne sera peut-être pas potable...”



des droits de douane sur les produits importés bon marché des Etats-Unis et d'Argentine afin que nos agriculteurs soient correctement rémunérés, il n'y a pas eu de conflits sociaux majeurs, alors que l'alimentation représentait 30 % du budget des ménages. Aujourd'hui, ce n'est plus que 15 %.

Un peu plus pour les ménages pauvres...

C'est vrai. Il va falloir qu'ils aient accès à une alimentation de qualité sans déboursier davantage. D'où cette proposition, dans le pacte de la Fondation Nicolas Hulot dont j'étais l'inspirateur : les couches modestes, celles qui fréquentent quotidiennement les cantines d'entreprises et scolaires, doivent y trouver au même prix une alimentation de qualité. Pour cela, la restauration collective établira des contrats avec les agriculteurs certifiés, et payera plus cher les produits, grâce aux subventions de la PAC. C'est cela qu'il faut renégocier : un transfert massif des subventions européennes vers l'agriculture de qualité. Une partie de ces subventions pourrait aussi rémunérer des contrats que les collectivités locales passeraient avec les agriculteurs pour le maintien du bocage, d'un environnement diversifié, afin de permettre notamment la survie des abeilles, donc la fécondation des fruitiers avec moins de pesticides et d'insecticides. Au final, on ne parlerait plus de subventions, de mendicité, mais de gens droits dans leurs bottes jouant un rôle de service public.

Belle utopie. Quelle chance y a-t-il pour que ces idées soient mises en œuvre, avec un Pascal Lamy à l'OMC qui prône la libéralisation des marchés ?

Les conférences, les films, le montrent : le grand public adhère à l'idée qu'une autre agriculture est possible. Comment Pascal Lamy et Dominique Strauss-Kahn peuvent-ils penser que les



LE MALAISE PAYSAN ENTRETEN AVEC L'AGRONOME MARC DUFUMIER

échanges internationaux, tels qu'ils sont négociés aujourd'hui, nous donnent une agriculture et un environnement de qualité ? Pourquoi la raison ne l'emporte-t-elle pas ? Parce que beaucoup de gens ont investi dans la recherche génétique, la grande distribution, l'agro-industrie ! Or, aujourd'hui, cette dernière se délocalise en Ukraine pour faire du blé, au Brésil pour faire de la canne à sucre ou des agrocarburants. Ils savent pertinemment qu'il vaut mieux produire le tout-venant à l'étranger. Les vrais avantages comparatifs de l'agriculture française, ce sont les produits à haute valeur ajoutée : les deux tiers de notre excédent de balance commerciale agricole proviennent des vins et fromages d'appellation d'origine protégée. C'est dans cette direction qu'il faut aller, et nous devons arrêter de faire du tort aux pays du Sud avec nos exportations de céréales subventionnées.

Dès lors, comment s'y prendre ?

Dans les négociations de l'OMC à Doha, les pays du Sud vont chercher à reconquérir leur sécurité et leur souveraineté alimentaire. On ne doit pas revoir les émeutes de la faim de 2007-2008. Il faut donc que le paysan éthiopien puisse manger du teff, le paysan andin du quinoa, de l'amarante et du lupin, le paysan sénégalais du mil et du sorgho, que tous ces paysans ne soient pas obligés de rejoindre les bidonvilles ou de traverser le désert et la Méditerranée pour arriver ici. **C'est le militant qui s'exprime, mais en dehors d'une prise de conscience des consommateurs, que voyez-vous comme changement objectif ? La dernière crise du lait n'apporte-t-elle pas la preuve que rien ne change ?** Certes, elle est emblématique du marasme de notre agriculture et des désordres de la finance internationale. La modernisation

de faire les abattoirs Doux, qui ont délocalisé leurs poulets au Brésil, avec du soja local et une main-d'œuvre pas chère : par souci de rentabilité, ils abandonneront les agriculteurs français. La grande distribution fait de même : quand elle constate que la demande en produits biologiques s'accroît, elle importe d'Italie et d'Allemagne, là où les surfaces en bio ont atteint une taille critique qui permet des prix raisonnables. Car nos agro-industries n'ont pas été capables de négocier avec les agriculteurs français des circuits d'approvisionnement en produits bio. Alors que nous étions les premiers il y a vingt ans ! Bravo Lactalis, bravo la grande distribution ! Il faut résister !

Qui résiste ?

Des agriculteurs, des petites coopératives ! Un certain André Pochon, agriculteur breton, alors qu'on subventionnait le maïs ensilage pour produire du lait bas de gamme, a continué, sans subventions, à produire du lait sur des prairies ou poussait du trèfle blanc. Il a écrit des bouquins, l'Inra lui a apporté sa caution scientifique sur le tard. Entre-temps on avait incité les agriculteurs bretons à faire leurs élevages pollueurs. Oui, face aux forces économiques qui ont conduit les agriculteurs français dans l'impasse, ce monsieur a été un résistant !

Aujourd'hui, le Grenelle de l'environnement est menacé...

Il y avait pourtant un relatif consensus lors du premier Grenelle ! Même si les leaders de la FNSEA ont menacé par deux fois de claquer la porte – à propos des pesticides, puis des OGM –, ils étaient revenus à la négociation. Et ils ne trouvaient plus d'arguments pour s'opposer au virage que va devoir prendre l'agriculture française. Ils étaient bien obligés de constater que les organisations environnementalistes n'étaient pas composées que de chevelus et de bobos voulant en découdre

“Malgré la crise économique, on importe 10 % de produits bio supplémentaires chaque année pour pallier l'insuffisance de la production française. Il y a donc un marché croissant pour des produits de qualité.”

de nos exploitations laitières avait abouti à une surproduction endémique. L'instauration de quotas sur le lait, en 1984, a permis de résorber la surproduction. Survient en 2007 une sécheresse en Australie, habituellement grande exportatrice de poudre de lait. La spéculation se déchaîne sur les marchés mondiaux, les prix explosent, mais dès que les spéculateurs voient une bonne collecte de lait se profiler, ils se retirent du marché et les prix s'effondrent. Les producteurs français perdent la moitié de leurs revenus. D'où la grève du lait de l'été dernier.

Mouvement auquel s'opposait la FNSEA !

Oui, certains leaders de la FNSEA pensent qu'il suffit d'éliminer nos agriculteurs de montagne qui font des fromages d'appellation d'origine protégée pour que survivent les plus performants, ceux qui vendent de la poudre de lait sur les marchés mondiaux et imaginent qu'ils vont continuer à rivaliser avec la Nouvelle-Zélande. Cette avant-garde « moderniste » a fait beaucoup de tort à la base syndicale qui s'est insurgée. L'avenir est au contraire aux produits de qualité, en priorité pour le marché intérieur, y compris les écoles primaires et les cantines d'entreprises : la Nouvelle-Zélande et l'Australie cesseront de nous accuser de dumping, les consommateurs français seront heureux de mieux manger et de moins polluer, un nombre croissant d'agriculteurs pourront se maintenir.

Mais aujourd'hui, les multinationales Lactalis ou Danone font la loi !

Eh bien, Lactalis et Danone feront un jour ce que viennent

avec les agriculteurs français. Malheureusement, on constate au niveau de la présidence – depuis « l'environnement ça commence à bien faire » de Nicolas Sarkozy au Salon de l'agriculture – un certain virage. Il va de soi que le pouvoir de Jean-Louis Borloo devient limité et que les fossoyeurs de l'écologie au ministère de l'Agriculture reprennent du poil de la bête.

Pas optimiste alors ?

Ce n'est pas en France qu'est le gros problème. Aujourd'hui, je peux avoir accès à la direction de l'Inra, aux patrons de la FNSEA, au ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire, à Jean-Louis Borloo, Chantal Jouanno, Nathalie Kosciusko-Morizet, et j'ai même rencontré en délégation Nicolas Sarkozy pour discuter de l'application de la partie agricole du Grenelle. Ceux auxquels je n'ai pas accès, ce sont Pascal Lamy à l'OMC et Dominique Strauss-Kahn au FMI. Et pourtant, il y aurait urgence ! Le sort de l'agriculture française se joue dans les négociations internationales, qui doivent absolument prendre en compte les rapports Nord-Sud, les questions environnementales, les mouvements migratoires. Avec Pascal Lamy et Dominique Strauss-Kahn, on a affaire à de brillants intellectuels, on a la chance qu'ils parlent français, mais il y a chez eux trop peu d'écoute à l'égard de ceux qui réfléchissent à l'agriculture de demain. Mais j'ai confiance dans le combat politique des résistants, des citoyens, des associations, des syndicats ! ■ PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT REMY

PHOTOS : LÉA CRESPI POUR TÉLÉRAMA